Refusons la transphobie, respectons l'identité de genre !

Appel aux Nations unies, à l'OMS et aux Etats du monde

Partout dans le monde, les personnes qui vivent leur identité de genre en dehors des normes en vigueur[1] sont chaque jour confrontées aux violences, abus, viols, tortures et crimes de haine, aussi bien dans leur vie privée que dans la sphère publique. Les premières semaines de l'année 2009 ont déjà été marquées par plusieurs meurtres de femmes Trans, assassinées au Honduras, en Serbie et aux Etats-Unis. Les hommes d'origine Trans eux aussi sont victimes de crimes de haine, de préjugés et de discriminations bien qu'ils soient souvent "invisibles" aux yeux de la société.

Dans le monde entier, les droits humains fondamentaux des personnes Trans sont ignorés ou bafoués, que ce soit à cause des préjugés, de l'ignorance, de la peur ou de la haine ; Exclusion sociale, pauvreté, santé précaire, absence de perspective professionnelle, telles sont les conséquences des discriminations auxquelles font face les personnes Trans.

Loin de protéger les citoyen-ne-s Trans, les Etats et les institutions internationales renforcent la transphobie sociale par les politiques réactionnaires qu'ils mènent : bien trop souvent, les lois et les pratiques sociales obligent les personnes Trans à vivre avec une identité de genre qu'elles ressentent comme fausse. Dans la plupart des pays, le moindre acte visant à changer son genre peut amener des sanctions légales, exposer aux maltraitances et conduire à l'exclusion sociale. Dans d'autres pays, la reconnaissance légale du changement de genre est conditionnée à la stérilisation ou à d'autres interventions chirurgicales majeures. Les personnes qui ne peuvent ou ne veulent se soumettre à ces traitements ne peuvent obtenir la reconnaissance de leur identité de genre souhaitée, et sont "démasqué(e)s" dès qu'elles traversent une frontière, font face à un contrôle d'identité, sollicitent un emploi ou un logement, ou tout simplement achètent un téléphone portable.

Par ailleurs, la classification médicale internationale en vigueur les considère encore comme mentalement "dérangées". Cette vision archaïque n'est pas seulement fausse et insultante, elle justifie, voire renforce, les discriminations et stigmatisations de toutes sortes.

Pourtant, des progrès législatifs significatifs ont bien pu être réalisés récemment par des pays de cultures très différentes, où l'acceptation sociale des personnes Trans s'est nettement améliorée du fait de politiques publiques courageuses. Cela démontre que les avancées sont possibles.

Partout dans le monde, les personnes Trans se mobilisent pour réclamer leurs Droits Humains et leur liberté. Elles déclarent unanimement qu'elles n'acceptent plus d'être stigmatisées comme « malades » ou bafouées dans leur humanité sur la base de leur identité de genre.

[1] transexuel-le-s, transgenres, travesti-e-s, et autres expressions culturelles qui explorent les frontières du genre.

C'est pourquoi nous demandons :

- **A l'Organisation Mondiale de la Santé** de ne plus considérer les personnes Trans comme atteintes de troubles mentaux, et de promouvoir l'accès à des soins adaptés aux demandes des personnes concernées (y compris l'accès à un soutien psychologique, quand la personne concernée en fait la requête).

- **Aux organes des Nations unies pour les Droits de l'Homme** d'enquêter sur les abus dont sont victimes les personnes Trans, et de prendre les mesures nécessaires pour les combattre.

- **Aux Etats du monde** de prendre toutes les mesures nécessaires, dans le respect des Principes de Yogyakarta, pour que les personnes Trans puissent bénéficier d'une prise en charge médicale si elles le souhaitent, y compris pour la réassignation sexuelle ; pour qu'elles puissent adapter leur état civil à leur genre revendiqué ; pour qu'elles puissent vivre leur vie sociale, familiale et professionnelle sans être exposées aux discriminations, préjugés ou violences transphobes ; pour qu'elles soient protégées par la police et par la justice des agressions physiques qui les prennent si souvent pour cibles.

Nous en appelons à l'ONU, à l'OMS et aux Etats du monde pour qu'ils adoptent ces mesures, refusent la transphobie, et fassent respecter le droit des citoyen-ne-s qui entendent vivre pleinement et en toute liberté, comme expression de leur liberté culturelle, l'identité de genre qu'ils ou elles revendiquent.